

« À l'école, on prépare les gendarmes de demain »

Propos recueillis par Carole TYMEN.

Le général de corps d'armée Laurent Bitouzet est le nouveau patron des écoles de la gendarmerie de France, depuis juin 2024. En visite dans le Finistère, il évoque les enjeux de la gendarmerie de demain.

Entretien

Laurent Bitouzet, général de corps d'armée et commandant des écoles de la gendarmerie nationale, à l'occasion de sa visite à Ty-Vougeret, à Châteaulin (Finistère), seule école de gendarmerie du Grand Ouest.

Être à la tête de toutes les écoles de la gendarmerie, ça veut dire quoi ?

C'est l'un des grands commandements de la gendarmerie, à l'échelle nationale. La fonction supervise 25 établissements : une académie militaire qui forme les officiers (N.D.L.R. : à Melun, Seine-et-Marne), huit écoles de sous-officiers et de gendarmes adjoints volontaires (dont celle de Châteaulin, N.D.L.R.) et seize centres de formation professionnelle où les gendarmes se spécialisent : cyber, plongeurs, sauveteurs de haute montagne, maintien de l'ordre, maîtres-chiens, police judiciaire... Tout ce qui fait les métiers de la gendarmerie. Je m'occupe aussi de tous les recrutements.

Combien cela représente-t-il de personnels ?

L'ensemble de ces écoles et centres représentent 3 000 personnes. Dans le détail, 1 000 sous-officiers et 400 officiers, qui sont des instructeurs. Ainsi que 1 000 civils et 600 militaires qui y travaillent en soutien (ressources humaines, administratif, logistique, etc.).

Les instructeurs sont des personnels opérationnels. Nous tenons à ce qu'ils connaissent le terrain et qu'ils soient dans l'actualité opérationnelle. C'est pourquoi ils font cinq ans maximum en école. Nous estimons qu'au bout de ces quelques années, il faut qu'ils retournent sur le terrain.

Quid des réservistes ?

Nous en employons. La réserve est départementale, mais nous allons les chercher pour leurs compétences pédagogiques.

Combien d'élèves intégrez-vous chaque année ?

On a recruté 12 000 gendarmes en 2024, tout statut. C'est beaucoup dans une classe d'âge. Une masse à intégrer.

Cela veut-il dire que le recrutement se porte bien ?

Chaque année, nous sommes autorisés par le budget à recruter un certain nombre de personnes. Avec ces 12 000 recrues en 2024, la gendarmerie fait son « schéma d'emploi ». C'est-à-dire que nous avons recruté à la hauteur de ce à quoi nous étions autorisés. Pour les sous-officiers, on est à quatre candidats pour un poste. Nous avons des candidats. Nous arrivons à sélectionner. J'y tiens, car on entend trop dire le contraire.

C'est un peu moins le cas pour certains métiers de soutien...

On est toujours en recherche d'armuriers, des spécialistes d'hôtellerie-restauration et de mécaniciens auto. On a des communications plus ciblées pour recruter mais, pour certains secteurs, on est en concurrence avec le civil. Là où il y a déjà des difficultés de recrutement.

Que vous disent les jeunes qui s'engagent ?

Ils viennent chercher un métier concret, qui se réalise au quotidien, qui a du sens et un engagement qui vise à protéger et servir les autres. Dans la méthodologie, ils nous disent apprécier la clarté du système militaire, avec une hiérarchie et des ordres.

En janvier, le patron de la gendarmerie nationale évoquait « la possibilité d'un conflit armé et d'une agression du sanctuaire national » auxquelles la gendarmerie « a le devoir de [se] préparer ». Comment cela se traduit-il dans les écoles ?

Ce que dit le directeur général, c'est que le contexte international nécessite que l'on soit prêts à faire face à des mouvements un peu plus durs de déstabilisation de notre territoire. Nous préparons nos gendarmes à cela. Par notre formation et nos gestes techniques, on est capables de monter en capacité quand l'adversité se fait de plus en plus forte.

Comment cela se traduit-il concrètement ?

Via une formation qui mise sur la rusticité et qui prépare les gendarmes de demain à une résistance mentale, émotionnelle et physique plus forte.

C'est pour cela que nous rappelons que nous sommes une force armée de couverture territoriale, présente partout et au quotidien. On est aussi vigilants à la qualité de nos gestes opérationnels, sur les aspects techniques, juridiques et déontologiques.

Ça veut dire que ces aspects étaient peu ou prou pris en compte jusque-là ?

La société évolue. Sur le terrain, les adversités ne sont plus celles d'il y a vingt ans. Elles sont beaucoup plus claires et variées. À titre d'exemple, toutes les 20 minutes en France, il y a un refus d'obtempérer. Le gendarme doit savoir faire face à ces menaces, les absorber et y répondre tout en se protégeant.

Quels sont les grands enjeux de la gendarmerie de demain ?

La sécurité ne s'improvise pas, elle se construit dans les écoles et la formation. Un gendarme bien formé, c'est une population mieux protégée. On est en constante évolution.

La compétence numérique prend une place importante, les outils technologiques se développent. La délinquance numérique, aussi, est en hausse.

Nous formons, par ailleurs, 22 000 de nos gendarmes par an. Sur les 100 000 gendarmes, c'est un ratio et un effort de formation très importants. La qualité opérationnelle vient de la qualité de formation, tout au long de la carrière.

Engouement pour l'uniforme, mais hausse des incivilités. Comment se porte le lien armées – nation ?

Je pense que nous sommes en responsabilité de l'entretenir. La condition militaire est un état particulier dans une société, au service d'une nation et de la population. Ça s'est peut-être un peu perdu ces dernières décennies. La guerre s'est éloignée, il y a moins de militaires...

Mais la réserve opérationnelle de la gendarmerie est un bon exemple que ce lien existe, c'est 36 400 personnes, dont 2 300 personnes employées chaque jour, qui donnent un peu de leur temps pour servir. On doit entretenir ce lien.

[Cet article est paru dans Ouest-France](#)